

Laon, le 15 octobre 2024,

## BUDGET 2024 : AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES FACE À UN AVENIR INCERTAIN

Face à des contraintes budgétaires de plus en plus pressantes, le Département ajuste son budget et ses politiques lors de la première décision modificative de 2024 et alerte d'ores et déjà sur les difficultés à venir en 2025.



### Des ajustements budgétaires qui confirment une situation fragile

Les élus départementaux se sont réunis ce lundi 14 octobre afin de délibérer sur la première décision modificative (DM1) du budget 2024.

Celle-ci porte sur une **masse budgétaire de 5 957 438 €** comprenant :

- une baisse des dépenses d'investissement de plus de 1,2 M€
- des hausses des recettes de fonctionnement (+5,5 M€) et d'investissement (391 000 €)

permettant d'équilibrer une **hausse des dépenses de fonctionnement de plus de 7,1 M€**.

Ces ajustements visent à affiner un budget 2024 déjà optimisé et établi au plus juste, avec un **objectif d'atterrissage proche de zéro en fin d'année, ce qui signifie qu'il n'y aura aucun excédent à reporter pour 2025.**

Le président du Conseil départemental, Nicolas Fricoteaux, a tenu ainsi à présenter en introduction l'état de la situation financière du Département et les **perspectives inquiétantes pour 2025**.

En effet, l'absence d'excédents (qui se montaient à 15,5 M € en 2024) rendra la situation 2025 encore plus complexe. **Les prévisions de redressement des comptes publics par l'État avec notamment le gel annoncé de la dynamique de TVA, aggraveront le phénomène de l'effet ciseau**, déjà observé en 2023 et 2024.

Dans ce contexte de restrictions budgétaires, le Département se prépare à une restructuration significative de ses engagements.

*« Pour cette année 2024, nous aurons réussi à maintenir la quasi-totalité de nos partenariats. Ce ne sera pas le cas en 2025, disons-le clairement et il nous faut, d'ores et déjà, anticiper, prévenir, s'adapter et cela devra être également le cas pour nos partenaires. »* précise le président.

## Une adaptation des politiques pour optimiser les dépenses et la qualité des services

Pour faire face à ces défis, la majorité départementale a décidé d'adopter une **stratégie de responsabilité**.

Cela implique un **recentrage sur les compétences essentielles**, notamment en matière d'éducation avec les collèges et les politiques des Affaires sociales (Enfance et Famille, personnes âgées et en situation de handicap, Insertion, Inclusion et Emploi).

Des choix difficiles seront nécessaires, **entraînant une réduction ou un gel de nombreux partenariats et financements**, tels que les aides aux missions locales et celles aux voyages scolaires du 1er degré.

Le partenariat avec le bloc communal, essentiel pour le développement territorial, devra également être réévalué notamment à travers le dispositif **Aisne Partenariat Investissement (API) qui sera revu à la baisse**.

Des efforts seront également déployés pour réformer la prise en charge de la **dépendance**, un sujet crucial pour l'avenir. Les élus ont ainsi pu voter le **nouveau schéma de l'autonomie 2024-2028** avec plusieurs propositions clés : **l'internalisation des clics** afin qu'ils soient plus visibles et efficaces, **la fusion des soins/dépendance dans les EHPADs** pour une gouvernance optimisée et la **libre tarification des services d'aide à domicile** pour garantir une équité de traitement.

Côté Voirie Départementale, **le plan de viabilité hivernale** mis en place chaque année afin d'agir sur les routes en temps de neige et de verglas va, lui aussi, devoir être réformé.

Le changement principal consiste à **réduire le nombre de circuits de routes traitées de 50 à 41**. Pour cela, des circuits confiés à des sociétés privées seront dorénavant internalisés. Le nouveau projet vise aussi à **adapter les niveaux de traitement aux évolutions météorologiques, à réduire l'impact environnemental du déneigement, et à optimiser les moyens consacrés à cette politique routière tout en préservant un niveau de service élevé pour les habitants de l'Aisne**.

Au-delà de ces mesures nécessaires, afin de **garantir les services essentiels**, le président, Nicolas Fricoteaux insiste, en conclusion, sur la gravité de cette année à venir : « *bien plus encore que la confection d'un budget équilibré, le problème qui est posé est celui de l'existence même des Départements et de leur capacité à agir au quotidien, en solidarité pour les familles et pour les territoires, partout, en proximité.* »

La majorité départementale, par la voix de son président, continuera de mener le combat pour le maintien d'un **débat constructif avec le gouvernement afin de rénover en profondeur le modèle social de notre pays et son financement**, afin que les **Départements restent garants de la solidarité** sur tous les territoires.